



Lutte Ouvrière (LUTTE OUVRIERE)

Adresse, téléphone et télécopieur:

5629, av. du Plateau
Commune de la Gombe
Tél+ 243 / 081.811.16.15
+ 243 / 98.11.82.71

louvriere@yahoo.fr

Présentation, historique et objectifs:

HISTORIQUE

Le syndicalisme congolais s'est, au fil du temps, révélé inefficace et dépourvu du sens même du syndicat. Les attentes des travailleurs affiliés, sur la satisfaction de leurs droits sont souvent vouées à l'incertitude et, parfois à la nullité.

Désireux de favoriser un nouveau syndicalisme plus créatif et adapté aux réalités congolaises, les travailleurs et travailleuses, les syndicalistes ainsi que les encadreurs des sections syndicales d'entreprises, se sont résolus de créer le syndicat **LUTTE OUVRIERE** à l'issue d'une assemblée générale constitutive ; concrétisée par la lettre de demande d'enregistrement introduite par les camarades promoteurs Denis MWIMBA bin KILIA, Jean MUSA MWILIMA et Raph TOSENGE, en date du 30 octobre 2002 auprès du Ministère du Travail et de la prévoyance sociale.

Cette démarche finira par triompher avec l'acte du Ministre du Travail et de la prévoyance sociale réf. n°12 / CAB. Min / TPS / 082 du 05 avril 2003 portant enregistrement sous le n° 13 / 2003 du syndicat **LUTTE OUVRIERE**.

Ainsi, en exécution de l'article 244 du Code du travail congolais, le Secrétaire général au travail notifiera par sa lettre réf.22 / MTPS / SGT / 332 / 2003 du 25 juillet 2003 l'enregistrement de **LUTTE OUVRIERE**.

OBJECTIFS.

La raison d'être de ce syndicat est d'apporter un renouveau sur le syndicalisme congolais par des actions correctrice et pédagogique dans la pratique syndicale au pays, en mettant un accent particulier sur le modèle d'un syndicalisme de développement au bénéfice des affiliés. Car, la réforme du paysage syndical est impérieuse à plusieurs égards afin de sauver le monde du travail congolais.

Le syndicat **LUTTE OUVRIERE** regroupe indistinctement tous les travailleurs intellectuels et manuels, urbains et ruraux en vue de l'étude, de la défense et du développement des intérêts professionnels ainsi que du progrès social, économique et moral de tous ses membres sans discrimination de sexe, de religion. Pour atteindre les buts et objectifs qu'il s'est assignés, le syndicat **LUTTE OUVRIERE** se propose d'initier, de mettre à exécution des programmes appropriés et de promouvoir la coopération et la solidarité entre les membres.

Réalisations 99-01::

Programme:

PROGRAMME 2002 - 2003

Etant donné qu'il s'agit d'un jeune syndicat n'ayant pas une année depuis sa reconnaissance légale, le

programme minimum prévoit ce qui suit :

- Eveil de la conscience syndicale à travers l'animation des émissions radio et télévision.
- Formation des encadreurs syndicaux dans les entreprises avant l'organisation des élections sociales.
- Implantation des comités syndicaux en provinces.

Sur ce plan, le syndicat est représenté par des comités provinciaux au Katanga et le Bas – Congo.

Responsables et structure:

Au niveau national, il existe les organes ci – après :

1. Le Congrès
2. L'Assemblée Annuelle
3. Le Comité Exécutif
4. Le Bureau Journalier
5. Le Comité Provincial
6. L'Assemblée générale de la section syndicale d'entreprise
7. Le Comité syndical de la section syndicale d'entreprise

Au niveau provincial, on retrouve les organes suivants :

1. Le Secrétaire Provincial
2. Les Secrétaires Provinciaux adjoints
3. Les Présidents des Comités d'entreprise

Les Responsables

Au niveau national

SECRETAIRE GENERAL : Denis MWIMBA bin KILIA

SECRETAIRE GENERAL-ADJOINT : Jean MUSA MWILIMA

Au niveau des Entreprises

Section syndicale ONATRA (Office National des Transports)

Responsables: Eugène MAKULU

ISSA MALIZYA

Odon IBANGA

Section syndicale de la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC)

Responsable: Alain Ricquet MALU MBAMBA

Section syndicale SONAS (Société Nationale d'Assurances)

Responsables: Madame Henriette YEMA et Monsieur

André MUSULUMBILA

Section syndicale RVA (Régies des Voies Aériennes)

Responsable: Jacky TISADILA

Section syndicale OFIDA (Office des Douanes et Accises)

Responsable: Georges KASEYA

Section syndicale DGI (Direction Générale des Impôts)

Responsables: Guy KAZADI MUKENDI

Boniface MWAMBAYI

ALIMASI

Paulin KAMATE

Section syndicale DGRAD(Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales et des participations)

Responsables: André AMISI OMEKOKO

NGOY MAVUAVUA

Eustache NGABWE RUHANA

Section syndicale Office de Gestion des frêts maritimes (OGEFREM)

Responsable : Dominique ILUNGA BANGAMBILA

Section syndicale BCC (Banque Centrale du Congo)

Responsables: Jean-Pierre MOLUMBE

TOSENGE Raphaël
Trésorière du comité : Mme Adrienne SITA
Chargés de la Dir.de l'informatique :BOLEY NGOY
KADIMA NDAYA
Mme TSHIYAMBA ILUNGA
KAFUMBA wa KISUMBULE
Chargés de la DRH :NONGO ILEMBA
ELIFA LOKELEMBA
MAKANUNU MVUANDA
ENDANGA MWAZAKA
Chargés de la S/Dir.de la Sécurité :BISIMWA NISHAMBA
Germain MUNEGE MPANGO
Roger DIGIMANI
Chargés de la Dir.CCMN&FP :MUKWENO MWANA
BAYOKO NKOLY
Mme NYEMA LUNGA
MOSONGIA Jean
Chargés de l'Audit :MUNDECKE LITANDA
MUKEBA TUEYEMENA
AISSI YUMA MWANA
Chargés du Centre Hospitalier :Pathy NSUKAMI
YADI MAYUMA Léopard
Chargés de la Dir.des Sces Etrangers :Mlle Henriette KAPINGA
Henri KIPASA NKANG
Chargés de l'Administration Générale :Baudouin UNEN
ONONDA OPANGO
BIRHEGA MUHINDO
MONGOMBE LISOWA
TSHIMBOMBO DJAMBA
Chargée de la Coordination provinciale:Mme MIKABA MBESS
Chargé de la Supervision des intermédiaires financiers : KAZIGWA MPAMA
Chargés de la Dir.de comptabilité :GAZAMBA GHABELL
MONGO ISUMO Eva
Chargés de la Dir.de Trésorerie: GEZATI GBANGO
BAKANGA BOLENDE BABO
Emma BOUGHONDO
NKOLI YELI
YUMA bin YUMA
Chargé de la Dir.du Crédit :Romain IBRAHIMU
Chargés de l'Hôtel des Monnaies:LONGOMO Iwa TANGELA
Mme NZEZA KISOKELE
KILIMBULA KITOKO
IZE BAMUYO
Mme SIMBA Régine
Chargés de la Formation :MULAMBA ZABAGWA
BIGOMOKERO NJIA
Chargés des Etudes :SALABIAKU MAYIMBA
Vital CHIHUGUYU

Au niveau des Provinces
Province du Bas-Congo
Responsable: Gommaire MADUKA ma FUTU
Province du KATANGA
Responsable: Michel ASSANI
MBAYO LUMBU
SALUMU ZOS
Province du MANIEMA
Responsable: MATCHAFU

LE SYNDICAT ET LA RESTRUCTURATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN RDC

Soumis par [LUTTE OUVRIERE](#) le 01/12/2003 - 13:19 | [Congo \(RDC\)](#) | [Droits de la personne](#)

La raison d'être du syndicat LUTTE OUVRIERE est d'apporter un renouveau dans le paysage syndical congolais. Ce renouveau se réalisera à travers les actions correctrice et pédagogique dans la pratique syndicale en RDC; avec un accent particulier sur le modèle d'un syndicalisme de développement au bénéfice des affiliés.

La réforme du monde de travail congolais est une nécessité impérieuse à plusieurs égards, pour sauver le syndicalisme de sa déchéance actuelle dans notre pays.

Comment expliquer que les travailleurs congolais dans certaines entreprises, pourtant affiliés aux différents syndicats puissent totaliser 10,15,20,40 mois d'arriérés sans aucune initiative de leurs organisations professionnelles? Pourquoi les syndicats congolais, partenaires du gouvernement doivent-ils se complaire à avaliser parfois les mouvements de grève initiés par les travailleurs eux-mêmes, suite au désespoir face au mutisme des syndicats? Or, la grève constitue le dernier rempart dans les pays civilisés.

Aujourd'hui, le grand débat tourne autour de la restructuration des entreprises publiques.

Restructurer c'est diagnostiquer, proposer des thérapies et apporter des remèdes appropriés.

Certes, les mutations technologiques, l'essor du commerce national et international des services ainsi que la modification des attentes des consommateurs entraînent des mutations rapides.

Ainsi, les syndicats devraient aussi aider les employeurs et/ou l'Etat à rendre plus performantes les entreprises du portefeuille.

La déliquescence actuelle de ces entreprises pouvaient interpeller les dirigeants syndicaux congolais qui, dénonceraient la mégestion au lieu d'être parfois complices des mandataires par le biais de leur participation au comité de gestion.

Nous savons que la gestion des entreprises publiques sur le plan politique est déplorable à cause des caractéristiques ci-après: la mainmise de l'autorité de tutelle (ministère), le mode de désignation des dirigeants, l'absence d'un programme d'actions dans le chef des mandataires (contrat-programme), le défaut de moyens d'actions...

Pour les institutions internationales, le processus de restructuration débouche toujours à la privatisation ayant comme conséquence immédiate la réduction des effectifs des agents, le licenciement massif, la retraite forcée...

Comment comprendre que l'Etat congolais soit incapable de doter l'Office congolais des postes et télécommunications (OCPT) des équipements modernes à l'instar des investisseurs privés (Vodacom, Celtel...), lesquels réussissent à faire d'énormes bénéfices? Tenez, Vodacom avec ses 500.000 abonnés, peut réaliser par semaine 1 millions de dollars américains au cas où chaque abonné achetait hebdomadairement une carte de 2\$. Aussi, que fait-on des redevances payées par toutes ces sociétés de télécommunications pour le compte de l'OCPT? Quels en sont les bénéficiaires?

est-ce que l'Etat congolais est-il incapable d'acquérir un ou deux avions pour sa compagnie aérienne nationale LAC ?

Est-il digne pour un pays aux multiples ressources naturelles de privatiser L'office national des transports (ONATRA) faute des locomotives? Combien coûte une locomotive?....

NON.NON.Le problème se situe ailleurs...

Nous pensons qu'avant tout désengagement de l'Etat, le syndicat LUTTE OUVRIERE recommande une évaluation concertée avec les syndicats, de la valeur actuelle des entreprises publiques dans le cadre du partenariat social.

Cette évaluation doit aboutir à l'élaboration des plans de redressement pour ces entreprises "malades" suivi d'un mécanisme cohérent de contrôle, lequel sanctionnera positivement et /ou négativement les mandataires.

Car, nous évitons de grossir inutilement les rangs de sans-emploi (la classe anxieuse). Pour cela, les partenaires sociaux se doivent de définir ensemble une vision aussi claire que possible des mutations en cours et des équilibres à rechercher pour l'avenir.

Sachons que, les pays qui réussissent mieux ce pari sont ceux qui adoptent une démarche participative et en font l'un des éléments permanents de leur stratégie de privatisation. D'autant plus que rien de durable ne peut se bâtir sans une participation constructive des salariés.

Cette participation souhaitable repose sur une certaine visibilité des actions à entreprendre dans l'intérêt général. C'est cela l'aspect de la démocratie économique et sociale, complément naturel de la démocratie politique.

Le syndicalisme de développement en RDC, mythe ou réalité?

Soumis par [LUTTE OUVRIERE](#) le 22/12/2003 - 09:40 | [Congo \(RDC\)](#) | [Education civique](#)

Dans le contexte actuel des événements en RD Congo, le monde entier a les regards tournés sur notre pays, son peuple et son gouvernement.

Un pays aux multiples ressources inépuisables où la population active vit avec un Smig équivalent à 1\$ Us par jour. Ce paradoxe doit interpeller le monde du travail pour plus d'esprit créatif; en traduisant les aspirations des travailleurs en stratégies cohérentes et structurées au niveau des entreprises.

Dans sa vision de développement, l'action pédagogique prônée par le syndicat de renouveau LUTTE OUVRIERE, consiste d'abord à faire connaître à ses membres leur droit social, les moyens du droit à la défense des privilèges socio-économiques par une répartition équitable du revenu de leurs entités et une récompense digne, mieux proportionnelle aux efforts fournis.

Notre syndicat envisage d'entreprendre des actions sociales en lançant une offensive contre l'ignorance des travailleurs. Car, l'on ne peut aspirer au développement dans l'ignorance de ce qui organise ce développement, c'est à dire le cadre juridique qui fixe le droit et le respect des normes de la bonne gouvernance.

Pour ce faire, le syndicat LUTTE OUVRIERE compte sur la négociation, le dialogue et les pressions sociales pour inciter les gouvernants à la logique de la transparence dans la gestion.

Le développement du pays est à ce prix. Par contre, la passivité favorise la destruction des valeurs sociales et humaines dans un environnement rétrograde. Dans tout pays aujourd'hui développé ou en voie de l'être, le peuple avait d'abord compris la place de la revendication et la pression sociale pour se libérer de l'otage des anti-valeurs.

L'action pédagogique à organiser par le syndicat LUTTE OUVRIERE à travers les séminaires éducatifs doit répondre à la nécessité d'autoprise en charge par les travailleurs.

Si pour certains syndicats, la cotisation syndicale est un profit pour les dirigeants syndicaux, le syndicat LUTTE OUVRIERE entend faire de la cotisation syndicale un véritable investissement pour les cotisants.

C'est pourquoi, le syndicat s'emploiera à alléger les besoins élémentaires de ses membres à travers les fonds générés par les cotisations, en organisant des actions non négociantes, en créant les emplois et les conditions de sécurité sociale par le système de mutuelle de santé; en assurant la promotion de la politique sociale de l'habitat en faveur de ses membres.

Grâce à la solidarité entre le sommet du syndicat et sa base, la gestion transparente de la cotisation syndicale donnera au cotisant une possibilité de s'assurer une condition de vie digne pour son progrès social. Voilà, une vision du syndicalisme de développement au Congo.

Toutefois, l'appui national et international dans un monde qui tend vers la globalisation, est un concours substantiel pour parvenir à sa transformation en vue d'emprunter la voie du développement.

Ainsi, LUTTE OUVRIERE travaille énergiquement pour favoriser la solidarité nationale et internationale avec toute personne physique ou morale intéressée à notre programme, lequel vise à subvenir au relèvement de la société congolaise en déséquilibre.

Cette solidarité attendue est aussi le partage d'expériences, l'appui à la formation, les dons et legs, les visites mutuelles, la coopération... D'où, notre politique de porte ouverte susceptible de recevoir toute assistance et/ou soutien volontaire de toute nature et de toute provenance crédible, là où nos efforts seraient insuffisants ou amoindris face au devoir et la tâche à accomplir dans le temps et dans l'espace.

Pleins d'ambitions, le syndicat LUTTE OUVRIERE est encore un jeune (moins d'une année depuis son existence officielle) syndicat en cours d'implantation à travers les entreprises.

Sa vision de développement dans la vraie solidarité et son action correctrice du paysage syndical congolais attirent l'intérêt et l'attention de plusieurs travailleurs dans les entreprises.

Cependant au stade actuel, la relance des cotisations syndicales n'est pas encore opérationnelle en attendant la décision du gouvernement de procéder globalement aux élections sociales sur toute l'étendue du pays à un moment qui reste à fixer.

L'accueil massif de notre programme implique la volonté de répondre avec empressement aux attentes des appelants dont le nombre ne fait que s'accroître. Ce qui appelle à court terme, les moyens financiers en jeu pour couvrir tout le programme d'installation à travers les couches sociales à l'échelle nationale.

C'est pourquoi, nous disons que toute personne physique ou morale partageant avec nous cette vision de développement et, qui soit animée de la volonté libre de nous soutenir est la bienvenue. Il suffit de manifester cette volonté en nous écrivant à l'adresse ci-après: louvriere@yahoo.fr
